
GROUPE CDG CAPITAL

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS
FINANCIERS CONSOLIDES**

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Aux Actionnaires de
CDG CAPITAL S.A
Rabat

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CDG Capital et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 1 143 960 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 61 487 KMAD.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
Évaluation des instruments financiers classés en niveau 2	
<p>Comme indiqué au niveau des notes annexes 5.1.2 et 5.1.3 aux comptes consolidés, les instruments financiers classés en niveau 2 s'élèvent à 10 136 952 KMAD au 31 décembre 2022.</p> <p>L'estimation de la juste valeur de ces instruments financiers est déterminée selon les principes décrits au niveau de la note 3.1 « Instruments financiers » de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation de ces instruments financiers constitue un point clé de l'audit, ces instruments financiers étant de montants significatifs et faisant appel au jugement de la direction dans le recours aux modèles internes de valorisation pour leur évaluation en date de clôture.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du Groupe et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2.</p> <p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">- Examiner le dispositif de gouvernance autour des modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau du Groupe ;- Tester par sondage l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2 ;- Examiner les informations relatives à l'évaluation des instruments financiers présentées au niveau des annexes aux comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes

ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 26 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT



BENABDELLAH
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – La Marina
Casablanca
Tél: 0522 42 80 25 - 05 22 22 67 34
Fax: 05 22 22 40 18 - 67 59

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

COOPERS AUDIT MAROC S.A



COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

Abdellah Laghchaoui
Associé

COMPTES CONSOLIDÉS - AU 31 DECEMBRE 2022

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2022 est optionnelle.

BASES DE PRESENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE

Les comptes consolidés de toutes les entités significatives du Groupe CDG Capital et de toutes les entités sous contrôle notable.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

des entités sous contrôle notable de CDG Capital et de toutes les entités sous contrôle conjoint ou influence

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin Décembre 2022, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	31/12/2022		31/12/2021		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100%	100%	100%	100%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
CDG Capital Bourse	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT



représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT



- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues « ECL : Expected Credit Loss » sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG Capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 70%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût



INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only
CDG CAPITAL

de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

➤ Immeubles et constructions :

	CATÉGORIE A	CATÉGORIE B	CATÉGORIE C	CATÉGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré câblage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
	Aménagement extérieur			
DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans	10 ans

➤ Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des Goodwills.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.



INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only
CDG CAPITAL

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only



ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

31/12/2022

5.1

ACTIF	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	649 249	430 424
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	7 590 093	9 170 957
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		7 355 690	7 641 775
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		234 403	1 529 182
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	2 687 114	2 582 517
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 649 840	2 533 244
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		37 274	49 274
Titres au coût amorti	5.1.4	-	4 308
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	785 635	608 498
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	1 784 316	1 130 248
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt exigible		26 309	3 200
Actifs d'impôt différé		18 953	14 302
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	809 519	1 317 844
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	5.1.8	76 465	88 037
Immobilisations incorporelles	5.1.9	82 585	72 032
Ecarts d'acquisition	5.1.10	98 235	98 235
TOTAL ACTIF		14 608 474	15 520 603

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

31/12/2022

5.2

PASSIF	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	120 932	72 759
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		120 932	72 759
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	5 403 444	5 650 377
Dettes envers la clientèle	5.2.3	3 403 961	2 651 141
Titres de créance émis	5.2.4	2 739 645	2 483 928
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		27 455	34 675
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	1 152 455	2 917 494
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	3 817	3 755
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	612 804	512 775
Capitaux propres		1 143 960	1 193 698
Capitaux propres part du groupe		1 143 960	1 193 698
Capital et réserves liées		930 000	930 000
Réserves consolidées		175 316	176 749
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(22 843)	(1 789)
Résultat net de l'exercice		61 487	88 739
Intérêts minoritaires		-	-
TOTAL PASSIF		14 608 474	15 520 603

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	31/12/2022		31/12/2021	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	437	-	370	-
Banques Centrales, trésor public, Service des chèques postaux	648 812	-	430 054	-
Total	649 249	-	430 424	-

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2022				31/12/2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	7 355 690	-	7 355 690	-	7 641 775	-	7 641 775
Bons du Trésor	-	6 698 598	-	6 698 598	-	6 590 776	-	6 590 776
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	359 912	-	359 912	-	886 937	-	886 937
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	297 180	-	297 180	-	164 061	-	164 061
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	101 568	131 422	1 413	234 403	1 395 886	131 884	1 413	1 529 182
Total	101 568	7 487 112	1 413	7 590 093	1 395 886	7 773 658	1 413	9 170 957

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*	31/12/2022				31/12/2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables	-	2 649 840	-	2 649 840	-	2 533 244	-	2 533 244
Bons du Trésor	-	973 396	-	973 396	-	886 994	-	886 994
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	1 676 445	-	1 676 445	-	1 646 250	-	1 646 250
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables	-	-	37 274	37 274	-	-	49 274	49 274
Total	-	2 649 840	37 274	2 687 114	-	2 533 244	49 274	2 582 517

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	2 669 548	-	-	2 669 548	2 551 016	-	-	2 551 016
Dépréciations	19 708	-	-	19 708	17 772	-	-	17 772
Net	2 649 840	-	-	2 649 840	2 533 244	-	-	2 533 244

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.1.4

Titres au coût amorti

Titres au coût amorti	31/12/2022	31/12/2021
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	38 657	50 000
Total	38 657	50 000
Dépréciations	38 657	45 692
Net	-	4 308

Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	-	-	38 657	38 657	-	-	50 000	50 000
Dépréciations	-	-	38 657	38 657	-	-	45 692	45 692
Net	-	-	-	-	-	-	4 308	4 308

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

	31/12/2022	31/12/2021
A vue	168 291	236 720
Comptes ordinaires	168 291	236 720
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
A terme	625 262	374 316
Prêts et comptes à terme	618 333	366 667
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	6 929	7 649
Encours bruts	793 553	611 036
Dépréciations	7 918	2 538
Encours nets	785 635	608 498

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	793 553	-	-	793 553	611 036	-	-	611 036
Dépréciations	7 918	-	-	7 918	2 538	-	-	2 538
Net	785 635	-	-	785 635	608 498	-	-	608 498

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2022	31/12/2021
Crédits de trésorerie	168 774	35 637	389 007	1 259	594 677	337 312
- Comptes à vue débiteurs	98 774	35 637	199 945	1 259	335 615	215 977
- Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
- Autres crédits de trésorerie	70 000	-	189 062	-	259 062	121 334
Crédits à la consommation	-	-	-	2 089	2 089	2 322
Crédits à l'équipement	632 000	-	541 458	-	1 173 458	790 182
Crédits immobiliers	-	-	-	701	701	896
Intérêts courus à recevoir	9 766	-	11 418	-	21 185	6 513
Valeurs reçues en pension	-	0	-	-	0	-
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	764	6 882	7 646	8 601
Encours bruts	810 540	35 637	942 648	10 931	1 799 756	1 145 826
Dépréciations	-	461	8 259	6 719	15 439	15 578
Encours nets	810 540	35 175	934 389	4 212	1 784 316	1 130 248

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	1 793 037	-	6 719	1 799 756	1 138 148	-	7 678	1 145 826
Dépréciations	8 720	-	6 719	15 439	7 900	-	7 678	15 578
Net	1 784 316	-	-	1 784 316	1 130 248	-	-	1 130 248

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.1.7

Comptes de régularisation et autres actifs

	31/12/2022	31/12/2021
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 278	2 224
Créances fiscales	229 673	211 714
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	53 493	55 612
Débiteurs divers	524 076	1 043 152
Comptes de liaison	-	5 142
Total	809 519	1 317 844

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au
	31/12/2021			31/12/2022
Terrains et constructions	39 054	925	-	39 979
Matériel, outillage et transport	5 432	43	598	4 877
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	64 184	2 014	5 876	60 323
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	306	-	67	239
Droits d'utilisation	85 251	-	-	85 251
Total	194 226	2 983	6 541	190 668

Amortissements	Cumul amortissements au	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au
	31/12/2021			31/12/2022
Terrains et constructions	26 040	1 890	-	27 930
Matériel, outillage et transport	3 408	640	336	3 712
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	51 547	5 003	5 876	50 674
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-
Droits d'utilisation	25 194	6 693	-	31 886
Total	106 189	14 225	6 212	114 203

Valeurs nettes	Valeurs nettes au	Valeurs nettes au
	31/12/2021	31/12/2022
Terrains et constructions	13 014	12 049
Matériel, outillage et transport	2 023	1 164
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	12 637	9 649
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	306	239
Droits d'utilisation	60 057	53 364
Total valeurs nettes	88 037	76 465

Droits d'utilisation	31/12/2021	31/12/2022
Immobilier		
Valeurs brutes	85 251	85 251
Amortissements et dépréciations	25 194	31 886
Valeurs nettes	60 057	53 364
Mobilier		
Valeurs brutes	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-
Valeurs nettes	-	-
Total valeurs nettes	60 057	53 364

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

5.1.9

Immobilisations incorporelles

	Valeurs brutes au 31/12/2021	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotation de l'exercice	Valeurs brutes au 31/12/2022
Valeurs brutes	175 783	31 703	-	-	207 486
Amortissements	103 752		-	21 150	124 902
Valeurs nettes	72 032	31 703	-	21 150	82 584

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.1.10

Ecart d'acquisition

	31/12/2021	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2022
Valeurs brutes	98 235	-	-	-	-	98 235
CDG Capital Gestion	93 424					93 424
CDG Capital Bourse	4 802					4 802
CDG Capital Real Estate	9					9
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Gestion	-					-
CDG Capital Bourse	-					-
CDG Capital Real Estate	-					-
Valeurs nettes	98 235	-	-	-	-	98 235

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2022				31/12/2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	120 932	-	120 932	-	72 759	-	72 759
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	120 932	-	120 932	-	72 759	-	72 759

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	Total
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		31/12/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires créditeurs	-	32 501	57 407	-	89 909	284 688
Valeurs données en pension	2 101 322	-	-	-	2 101 322	4 245 540
- au jour le jour	-	-	-	-	-	1 607 485
- à terme	2 101 322	-	-	-	2 101 322	2 638 055
Emprunts de trésorerie	124 000	70 000	2 960 000	-	3 154 000	1 054 608
- au jour le jour	-	70 000	2 960 000	-	3 030 000	600 000
- à terme	124 000	-	-	-	124 000	454 608
Emprunts financiers	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	653	10	433	-	1 096	549
Autres dettes	-	-	-	-	-	2 353
Dettes locatives	-	57 118	-	-	57 118	62 638
Total	2 225 975	159 629	3 017 840	-	5 403 445	5 650 377

Variation des dettes locatives	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Dettes locatives	85 251	-	-	85 251
Amortissements	22 612	5 521	-	28 133
Valeurs nettes	62 638	(5 521)	-	57 118

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2022	31/12/2021
Comptes à vue créditeurs	1 109	627 126	543 568	198 907	1 370 710	1 037 976
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	707 731	-	2 000	709 731	757 573
Valeurs données en pension	-	1 170 558	-	-	1 170 558	548 349
Autres comptes créditeurs	81 001	56 424	7 621	260	145 306	297 326
Intérêts courus à payer	-	7 626	-	30	7 656	9 917
Total	82 110	2 569 465	551 189	201 197	3 403 961	2 651 141

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.2.4

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Bons de caisse	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	2 483 928	1 569 869	1 314 151	2 739 645
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Titres subordonnés	512 775	100 029	-	612 804
à durée déterminée	512 775	-	-	512 775
à durée indéterminée	-	100 029	-	100 029
Total	2 996 703	1 669 898	1 314 151	3 352 450

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.2.5

Comptes de régularisation et autres passifs

	31/12/2022	31/12/2021
Opération diverses sur titres	716 298	2 027 635
Sommes dues à l'Etat	37 193	99 541
Clients avances et acomptes	3 522	3 522
Charges à payer	30 908	29 843
Dividendes à payer	-	-
Autres passifs	364 535	756 953
Total	1 152 455	2 917 494

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.2.6

Provisions

Provisions	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	3 755	112	50	3 817
Total	3 755	112	50	3 817

Ventilation des provisions	31/12/2021	31/12/2022
Court terme	3 755	3 817
Long terme	-	-
Total	3 755	3 817

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

31/12/2022

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	Notes	31/12/2022	31/12/2021
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	146 356	125 684
- Intérêts et charges assimilées	6.1	(218 220)	(140 433)
MARGE D'INTERET		(71 863)	(14 749)
+ Commissions (produits)	6.2	162 598	157 511
- Commissions (charges)	6.2	(7 740)	(7 771)
MARGE SUR COMMISSIONS		154 858	149 740
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	177 781	103 695
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	(20 945)	16 015
+ Produits des autres activités	6.5	122 299	140 586
- Charges des autres activités	6.5	(16 239)	(20 418)
PRODUIT NET BANCAIRE		345 891	374 869
- Charges générales d'exploitation	6.6	(213 819)	(194 516)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	(35 375)	(33 833)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		96 697	146 520
Coût du risque	6.8	(1 191)	(854)
RESULTAT D'EXPLOITATION		95 506	145 666
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		(7)	309
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RESULTAT AVANT IMPÔT		95 499	145 975
- Impôt sur les résultats	6.9	(34 012)	(57 237)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
RESULTAT NET		61 487	88 739
Intérêts minoritaires		-	-
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		61 487	88 739
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10	6,61	9,54
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10	6,61	9,54
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	31/12/2022	31/12/2021
RESULTAT NET		61 487	88 739
Ecarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		(21 054)	5 367
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des immobilisations			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Impôts			
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		(21 054)	5 367
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		40 433	94 106
Dont Part du Groupe		40 433	94 106
Dont Part des minoritaires		-	-

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Marge d'intérêt

	31/12/2022	31/12/2021
Sur opérations avec les établissements de crédits	12 609	15 336
Sur opérations avec la clientèle	57 364	40 567
Intérêts courus et échus sur titres	75 674	68 685
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	710	1 095
Produits d'intérêt	146 356	125 684
Sur opérations avec les établissements de crédits	59 342	28 720
Sur opérations avec la clientèle	58 623	41 815
Sur dettes représentées par titres	81 230	54 704
Sur dettes subordonnées	16 561	12 775
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	2 464	2 418
Charges d'intérêt	218 220	140 433

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Commissions

	31/12/2022			31/12/2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	121 938	6 128	115 810	147 163	6 349	140 814
Prestations et services pour conseils financiers	38 617	-	38 617	9 632	-	9 632
Autres	2 042	1 612	430	717	1 422	(705)
Produits et charges nets des commissions	162 598	7 740	154 858	157 511	7 771	149 740

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2022	31/12/2021
Dividendes reçus	909	182
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	86 916	100 300
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	32 111	3 876
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	57 844	(662)
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Gains ou pertes nets	177 781	103 695

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2022	31/12/2021
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(20 945)	16 015
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(20 945)	16 015

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Résultat des autres activités

	31/12/2022	31/12/2021
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	106 061	120 167
Produits et charges nets des autres activités	106 061	120 167

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Charges générales d'exploitation

	31/12/2022	31/12/2021
Charges de personnel	134 611	130 544
Impôts et taxes	3 468	3 263
Services extérieurs et autres charges	75 740	60 709
Charges générales d'exploitation	213 819	194 516

Charges de personnel	31/12/2022	31/12/2021
Salaires et appointements	59 907	56 806
Primes et indemnités	53 725	54 563
Charges d'assurances sociales, et de retraite	12 930	12 591
Autres charges de personnel	8 049	6 584
Total	134 611	130 544

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Amortissements et dépréciations des immobilisations

	31/12/2022	31/12/2021
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	14 225	14 800
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	21 150	19 033
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation	-	-
Amortissements et dépréciations des immobilisations	35 375	33 833

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

	31/12/2022	31/12/2021
Dotations aux provisions	8 149	5 162
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	6 201	915
Provisions pour dépréciation des titres	1 936	2 203
Provisions pour risques	12	2 044
Reprises sur provisions	7 995	4 308
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	959	-
Provisions pour dépréciation des titres	7 035	4 308
Provisions pour risques	-	-
Variation des provisions	154	854
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	1 037	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
Coût du risque	1 191	854

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

6.9

Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	31/12/2022	31/12/2021
Charge d'impôts courants	26 090	57 585
Charge d'impôts différés	7 922	(348)
Charge d'impôts de la période	34 012	57 237

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

6.10

Résultat de base et résultat dilué par action

	31/12/2022	31/12/2021
Résultat Net Part du Groupe	61 487	88 739
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	9 300 000
Résultat par action en dirhams	6,61	9,54

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

	31/12/2022	31/12/2021
Engagements de financements et de garantie donnés	2 412 695	1 992 793
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	282 333	284 819
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	16 089	258 208
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	266 244	26 611
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 130 363	1 707 974
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	2 130 363	1 707 974
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financements et de garantie reçus	1 141 438	909 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	409 438
- Garanties de crédits	409 438	409 438
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	-
- Garanties de crédits	232 000	-
- Autres garanties reçues	-	-

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2021	930 000	-	-	265 488	11 441	(13 230)	1 193 698	-	1 193 698
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(4 611)	-	-	(4 611)	-	(4 611)
Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2022	930 000	-	-	260 876	11 441	(13 230)	1 189 087	-	1 189 087
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(85 560)	-	-	(85 560)	-	(85 560)
Résultat de l'exercice au 31 Décembre	-	-	-	61 487	-	-	61 487	-	61 487
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	(13 584)	(7 470)	(21 054)	-	(21 054)
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	(13 584)	(7 470)	(21 054)	-	(21 054)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 31 Décembre 2022	930 000	-	-	236 803	(2 143)	(20 700)	1 143 960	-	1 143 960

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

FLUX DE TRESORERIE		31/12/2022	31/12/2021
1. Résultat avant impôts	(A)	95 499	145 975
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		35 375	33 833
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-	-
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		(5 100)	595
5. +/- Dotations nettes aux provisions		6 291	(5 300)
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-	-
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		-	-
8. +/- Produits/charges des activités de financement		-	-
9. +/- Autres mouvements		1 182	(4 757)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	(B)	37 749	24 371
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés		(423 930)	1 027 750
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		98 891	708 201
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		1 780 158	(1 785 839)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(1 203 426)	(200 445)
15. - Impôts versés		(26 090)	(57 184)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	(C)	225 603	(307 517)
17. FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)	(D)	358 850	(137 170)
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		-	-
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		-	-
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(28 144)	(42 289)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	(E)	(28 144)	(42 289)
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(85 560)	(87 420)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		100 029	512 775
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)	(F)	14 469	425 355
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		-	-
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(Total des éléments D, E et F)	345 175	245 895
COMPOSITION DE LA TRESORERIE		31/12/2022	31/12/2021
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE		382 456	136 561
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)		430 424	73 027
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		(47 968)	63 535
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE		727 632	382 456
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)		649 249	430 424
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		78 382	(47 968)
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		345 175	245 895

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net de l'ensemble consolidé	61 487	88 739
Impôts exigibles (IS)	26 090	57 585
Impôts différés	7 922	(348)
Total charge fiscale consolidée IFRS	34 012	57 237
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	95 499	145 975
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	36%	39%
Montant de différences de taux mère/filiale	2 282	2 392
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge fiscale recalculée	36 294	59 629
Taux d'impôt légal au Maroc	37,00%	37,00%

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2021	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	31/12/2022
Impôts différés actifs	14 302	7 922	(3 270)	18 953
Impôts différés passifs	-	-	-	-
Impôts différés actifs / passifs	14 302	7 922	(3 270)	18 953

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

I. DATATION

• Date de clôture de l'exercice :	31/12/2022
• Date d'établissement des états de synthèse :	22 mars 2023

II. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU**31/12/2022**

NÉANT

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2019 à 2022 ne sont pas prescrits.

Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.



1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (Banque, Entreprise, Office, Institution, Fonds ou une Personne Physique...) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d'Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
 - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
 - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
 - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
 - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
 - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
 - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises (en cours de refonte).
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel (en cours de refonte).

L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un évènement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la Direction de la Gestion Globale des Risques (DGGR) a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

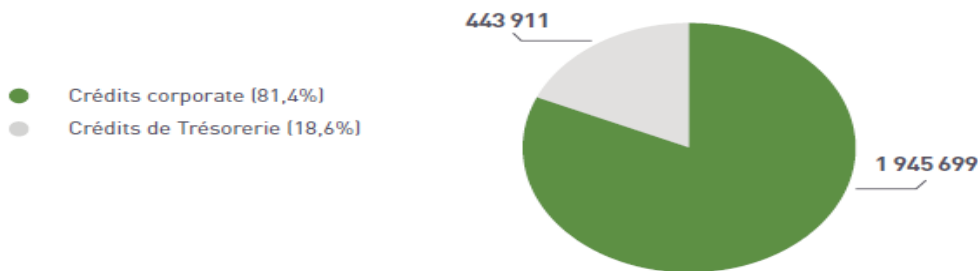
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin décembre 2022 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements « activité de crédit » au 31/12/2022

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de Crédit/Contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

1.5 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de pertes liées à la variation des paramètres de marché notamment :

- **les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions;
- **les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

○ *Modèle interne du risque de marché*

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par Bank Al-Maghrib pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

○ *Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres*

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les **ratios tier 1 et de solvabilité** demeurent supérieurs aux minimums exigés.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin décembre 2022, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de **15,62%** des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le deuxième semestre 2022, avec une moyenne de **152%** sur l'année et un niveau minimum de **132%** en septembre 2022.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Le démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assesment » mise en place depuis 2019, participe activement au renforcement du dispositif de gestion des risques opérationnel, plusieurs activités de la banque ont connu une refonte globale de leurs dispositifs de gestion des risques opérationnels.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continûment le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
 - Sécurité réseau ;
 - Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

Durant l'année 2022, la DGGR a mis en place un système d'information pour la gestion des risques opérationnels (HOPEX IRM) de l'éditeur MEGA. Ce système permet :

- Création d'un référentiel risque opérationnel automatiser ;
- Gestion intégrée du processus de cartographies des risques ;
- La gestion des incidents opérationnels ;
- Le backtesting des risques opérationnels identifiées ;
- Le suivi des plans d'actions relatifs au dispositif de maîtrise des risques ;
- L'édition des tableaux de bords et des reportings risques opérationnels.

La surveillance des pertes internes

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...) ;
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2017, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2019 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions

opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

L'exercice 2022 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaire pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

Durant cet exercice CDG Capital a validé son Plan de Reprise d'Activité, comme il a été prévu dans la feuille de route du plan de continuité d'activité.

Un bilan d'impact a été validé par les instances de gouvernance et la feuille de route du projet et en cours de déploiement.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

2.1 Dispositif de gestion du capital

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- 1) La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- 2) La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- 3) Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- 4) Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 Composition des fonds propres

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 65% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 68 % sur base consolidée.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

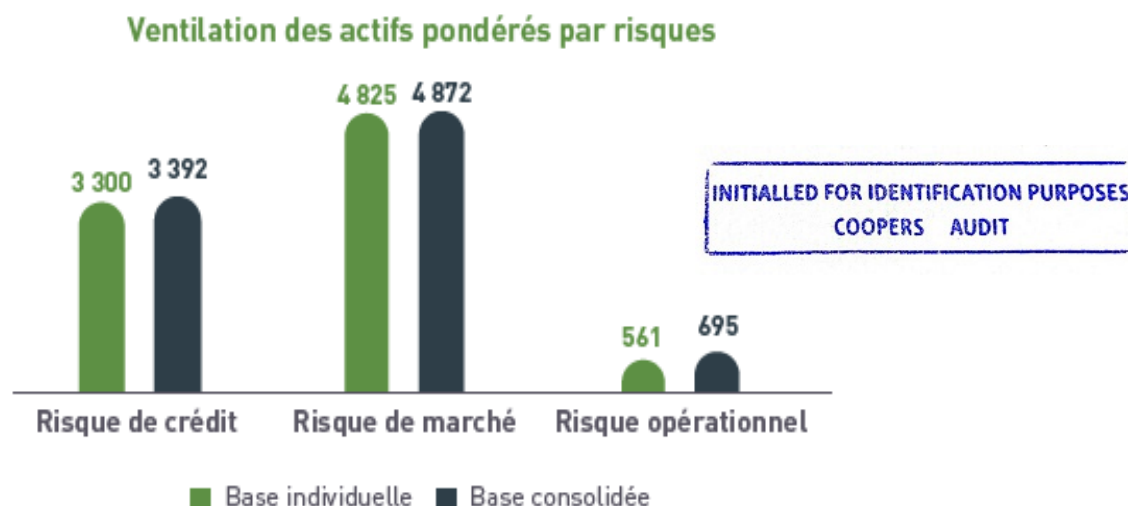
A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **1 544 Mdhs**, contre **1 563 Mdhs** sur base consolidée.

2.3 Actifs pondérés et exigences en fonds propres au titre du risque de crédit, risques de marché et risque opérationnel

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

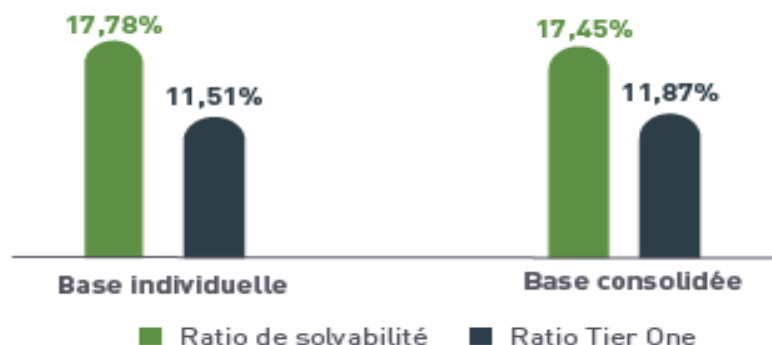
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2022 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 Ratio des fonds propres de base et Solvabilité

A fin décembre 2022, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La première ligne de maitrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La deuxième ligne de maitrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La troisième ligne de maitrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT